

## Service urbanisme

### ARRÊTÉ N° 2024 - 407

Objet : Demande d'Autorisation de Construire, Aménager ou Modifier un établissement recevant du public (ERP).  
**SCI LACHAZOT** - Création de locaux paroissiaux et de bureaux dans une construction neuve, 9 chemin Jean-Marie Vianney à Écully  
ERP de type V N R et de 5<sup>ème</sup> catégorie.

Le maire au nom de l'État,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
Vu le code de la construction et de l'habitation,  
Vu le code de l'urbanisme,  
Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
Vu l'arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public,  
Vu l'arrêté du 22 juin 1990 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie,  
Considérant la demande de permis de construire n° PC 069 081 2400047 déposée le 25 octobre 2024, par la SCI LACHAZOT représentée par Madame Véronique BOUSCAYROL,  
Considérant la demande d'autorisation n° AT 069 081 2400029, jointe au permis de construire susmentionné,  
Considérant l'avis défavorable en date du 26 novembre 2024 de la sous-commission départementale d'accessibilité,

### ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'autorisation relative aux travaux décrits dans la demande est **refusée**.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon situé Palais des Juridictions administratives, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03 (téléphone : 04 78 14 10 10, télécopie : 04 78 14 10 65) peut être saisi par voie de recours contentieux formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans ce même délai de deux mois. Ce recours gracieux prolongeant le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit, soit dans les deux mois suivant la réponse expresse de rejet au recours gracieux, soit dans les deux mois qui suivent la naissance d'une décision implicite de rejet, laquelle intervient en cas d'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois suivant le recours gracieux.

Fait à Écully, le 02/12/2024

- notifié le 03 DEC. 2024

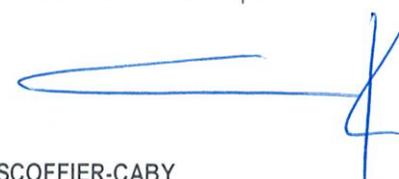
- affiché le 03 DEC. 2024

Certifié exécutoire le  
Par délégation du maire,  
L'adjointe à l'urbanisme et au campus

Par délégation du maire,  
L'adjointe à l'urbanisme et au campus



Émilie ESCOFFIER-CABY



Émilie ESCOFFIER-CABY

Accusé de réception en préfecture  
069-216900811-20241202-AR\_2024-407-AR  
Date de réception préfecture : 09/12/2024